



ALGERIA

Declaration

De

S.E. M. Mustapha Karim RAHIEL

Secrétaire Général
du Ministère des Ressources en Eau

au

Segment de haut niveau
de la
13^{6.e} session de la Commission de Développement
Durable

New York, le 21 avril 2005

Monsieur le President,

Le choix par la commission d'examiner dans tin meme cycle ies themes de l'eau, de l'assainissement et des etablissements humains esl tout a fait judicieux tout comme Pest le theme aujourd'hui stir la traduction des engagements politiques en action et sur lequel beaucoup d'intervenants ont mis l'accent depuis hier.

Au dela de l'interdependance qui les caracterise, ces secteurs constituent des facteurs **essentiels** pour la reduction de la pauvreté et la realisation des objectifs de developpements du millenaire.

Je voudrais a ce titre m'associer a la declaration faite par la Jamaïque au nom du groupe des 77 et de la Chine.

Assurer la securite de la couverture des besoins en eau des populations est line preoccupation majeure des pays du Sud mais it faudrait relever la situation particulierement difficile de ces pays marquee par la rarete de la ressource notamment pour les pays arides et semi arides comme c'est le cas de l'Algerie qui subit depuis 25 ans les aleas de la secheresse et de la desertification.

Le caractere aleatoire de la ressource a amene les pouvoirs publics en Algerie a la redefinition d'une nouvelle politique de l'eau qui se fixe deux objectifs

- la securisation de l'alimentation en eau des populations et des secteurs de production ;
l'amelioration du taux de couverture alimentaire.

Cette politique a 2030 vise le developpement maximal de la ressource en eau de surface et en eau souterraine, le recours au dessalement et la reutilisation des eaux usees epurees.

Le programme de developpement preconise permettra une hausse de la disponibilite en eau de 37,4 % pour couvrir 95% des besoins en 2030 pour une population de 50 Millions d'habitant et l'irrigation de 1 Million d'hectares de terre agricoles.

Par ailleurs, le programme d'investissement en BOO (Build Own Operate) deja engage stir le terrain pour la realisation de stations de dessalement (12 en 2010) permettra line production d'eau de 455 Millions m³/an et le securisation en eau des villes cotiere.

Ce potentiel sera renforce par la reutilisation des eaux usees epurees au profit de l'irrigation et de l'industrie avec une production attendue de 400 Millions m³ / an.

Enfin, tin grand projet de transfert des eaux de l'Albien (slid) vers les hauts plateaux est envisage. Les etudes sont en vole d'achevement pour transterer 620 millions m³/an.

Avec tin taux de raccordement de plus de 79% pour l'eau potable et 75% pour l'assainissement, l'Algerie a deja atteint les objectifs fixes par la Conference de Johannesburg.

Monsieur le President,

L'Algerie accorde une importance particuliere **aux** partenariats tant nat uA qu'etrangers **tout** comme elle apporte son **appui a toutes** les initiatives de coope **CL** regionale.

Comme **daps** d'autres pays en developpement, **la** politique de l'eau en Algerie a introduit d'importantes reformes institutionnelles orientees vers l'amelioratioww **du service public de** l'eau et de l'assainissement a travers la creation d'etablissemcws iii **caractere economique.**

Le nouveau code de l'eau en voie de promulgation va concourir a tine Lit ilisation,uw gestion et **tin** developpement durable integre et moderne des ressources en eaw, en faisant des ouvertures quant au systemne de gestion de l'eau et en permettant le **recours.** [au](#) partenariat y compris avec le prive.

Dans ce dispositif l'economie de l'eau prend une part primordiale notamment, a travers une , politique de tarification adaptee et tient compte des **vmlugts** de consommation.

Monsieur le President,

Les questions de l'eau, de l'assainissement et des etablissemnts humains constitue, les **fondements** de tout developpement durable comme l'attestent toutes **le** declarations **des** intervenants et comme le montre notre volonte commune d'encourager a travers la CDD, les dynamiques d'actions engagees au niveau de chaque pays et d'impulser une plus grande cooperation internationale pour alder les plus demunis a atteindre les objectifs du millenaire.

En plus du soutien financier indispensable a travers ('aide publique au developpesnesst noes devons encourager des actions d'appui technique par le transfert de savoir **faire** et les expertises, de formation egalement pour accroitre les capacites de gestion **des** personnels concernes parce qu'il ne suftira pas de mobiliser la ressource, **ii** faudru bier la gerer pour mieux la preserver.

Je vous remercie.